

TRANSPORT

HALTE TER AU CHÂTELET :
DE NOUVEAUX ESPOIRS

LE-CHÂTELET-SUR-RETOURNE La réouverture de la halte ferroviaire se fera-t-elle un jour ? Les défenseurs du projet reprennent espoir, après les signes encourageants montrés par la nouvelle Région.

LES FAITS

- ☒ **En 2000, est créée l'Association** pour l'ouverture des gares entre Reims et Rethel (Apogerr).
- ☒ **Son action, soutenue** par les élus locaux, permet de rouvrir les haltes ferroviaires de Bazancourt et de Poix-Terron, en 2008 et 2011.
- ☒ **De 2011 à 2013, l'association** milite pour le projet d'ouverture d'une halte ferroviaire au Châtelet : pétition en ligne, banderoles, tracts.
- ☒ **Une étude, commandée par la région Champagne-Ardenne,** est restituée en novembre 2012. Le coût des travaux de la halte du Châtelet s'éleverait à 3,5 millions d'euros.
- ☒ **Un nouveau conseil régional** est élu en décembre 2015. Philippe Richert (LR), le président de la région Grand-Est, a été sensibilisé à la cause de l'Apogerr.
- ☒ **En septembre 2016, les élus** de la nouvelle région visitent le site de la gare du Châtelet, accompagnés des élus locaux.



La halte ferroviaire du Châtelet-sur-Retourne va-t-elle rouvrir ? Une étude, portée par la grande région, va être lancée pour étudier le dossier. Aurélien Laudy

La bataille du rail n'est pas encore gagnée pour la commune du Châtelet. Mais des signes attestent d'une réelle réouverture du dossier de sa halte ferroviaire. En septembre 2016, des élus de la nouvelle région Grand-Est sont venus prendre connaissance du site, accompagnés des élus locaux et du département. La semaine dernière, une nouvelle inspection du site a été réalisée par les élus régionaux Guillaume Maréchal et Pascale Gaillot, avec Olivier Cuissard, le directeur de l'agence territoriale Charleville-Mézières-Verdun, soit l'antenne de la région Grand-Est sur notre territoire. Des visites encourageantes qui montrent que la Région Grand-Est, qui a la compétence en la matière, accorde une nouvelle importance à la possible réouverture de la gare du Châtelet, sous forme de « halte ferroviaire » – les voyageurs y montent et descendent, mais à la différence d'une gare, elle ne dispose ni de guichet, ni d'agent présent sur le quai.

Un comité de pilotage réunissant les élus et les représentants de l'Apogerr devrait se constituer,

d'ici quelques semaines, afin de mener une étude de faisabilité du dossier. « On se doute que le dossier ne va pas être résolu dans l'immédiat, mais il va être analysé. Si l'étude montre que cela ne peut pas se faire, nous serons déçus, mais les choses auront été faites correctement », affirme Jean-Michel Mavel, maire du Châtelet.

“Si l'étude montre que cela ne peut pas se faire, nous serons déçus. Mais les choses auront été faites correctement”

Jean-Michel Mavel, maire du Châtelet

Une première étude avait été réalisée par un prestataire privé, mandaté par le conseil régional de Champagne-Ardenne. Restituées à l'automne 2012, ses conclusions avaient refroidi les ardeurs des défenseurs de la halte ferroviaire. « Elle chiffrait à 3,5 millions d'euros les travaux, soit presque le double de l'enveloppe de ceux de Bazancourt, se rappelle le président de l'Apo-

gerr, Williams Martin. Nous avons reçu le soutien des élus communaux et des habitants. Mais aucun élu régional, à l'époque de l'étude, n'était venu nous rencontrer sur le terrain. En gros, cela signifiait “Circulez, y a rien à voir”. » « Je vis ici depuis quinze ans, et à mon arrivée, on parlait déjà de rouvrir la halte, souligne Corinne Pinheiro, première adjointe. Cette dernière intéresse les communes alentour (L'Écaille, Tagnon, Neufelize, Bergnicourt...), et une grande partie de la population. »

Sur ce dossier, les élus du territoire, du département et de la Région sont unanimes. « Cela fait des années que je soutiens le dossier, explique Bérengère Poletti, députée de la 1^{ère} circonscription des Ardennes. Rouvrir cette halte, ce serait une vraie chance pour le monde rural, dans un territoire qui gagne en population, où les transports sont médiocres, et où les gens n'ont pas d'autres recours que la voiture pour se déplacer. » La conseillère régionale, Pascale Gaillot, est formelle : « Il s'agit d'un projet de territoire. Cette nouvelle étude lancée par le conseil régional, via un comité de pi-

lotage, se fait en partenariat avec la SNCF. Elle portera sur la faisabilité du projet, son coût, et sa localisation », explique l'élue régionale. En visite sur le site la semaine dernière, la présidente de la commission régionale pour l'agriculture et la forêt a rencontré le président et directeur de la coopérative agricole de Juniville, dont le silo est situé face à l'ancienne gare, de

LES EXEMPLES RÉUSSIS DE BAZANCOURT ET DE POIX-TERRON

« Une fois la halte de Bazancourt ouverte, on s'était dit que Le-Châtelet-sur-Retourne serait la prochaine étape. » Williams Martin, le fervent président de l'Apogerr, et la centaine de membres de l'association, ne pensaient sans doute pas que la tâche prendrait autant de temps. L'an prochain, la halte ferroviaire de Bazancourt, qui reçoit à l'année 150 000 voyageurs, fêtera ses dix ans. « Son succès a dépassé nos attentes, constate, aujourd'hui, Williams Martin. Des wagons et des créneaux horaires ont été rajoutés tant les trains étaient remplis. » En moins de dix minutes, les voyageurs partent de Bazancourt pour arriver en plein centre-ville de Reims. « L'élan est tel que certaines personnes viennent du Châtelet et alentour pour y prendre le train. » Fin août 2011, la halte de Poix-Terron a su jouer de l'argument de son Centre de formation (CFA) pour convaincre de son ouverture. Le-Châtelet-sur-Retourne obtiendra-t-il gain de cause ? Son dossier, en tout cas, a pris de l'épaisseur. Ses arguments ont plus de poids. Depuis une dizaine d'années, le sud Ardennes a gagné des habitants. Les jeunes couples nouvellement installés travaillent à Reims ou à Charleville-Mézières. Les transports collectifs ont le vent en poupe. Quant aux nouveaux élus régionaux, ils ont montré tout leur intérêt au dossier. L'étude, qui démarrera ces prochains mois, devrait permettre d'y voir plus clair.



“Aucun élu régional, à l'époque, ne nous avait rencontrés. Cela signifiait Circulez, y a rien à voir”
WILLIAMS MARTIN

l'autre côté des voies. « Il faut étudier les moyens de concilier la réouverture de la halte ferroviaire avec l'activité de la coopérative. En cela, le site et la question de l'arrêt des trains feront l'objet d'une réévaluation », affirme-t-elle. Une possible relocalisation de la halte, à quelques centaines de mètres du site initial, pourrait ainsi être envisagée.

Pour Renaud Averly, président du Pays rethémois, le lancement de cette nouvelle étude confirme le potentiel du Châtelet et de ses alentours. « En 2014, ce secteur a été identifié comme un projet de territoire stratégique. Une aire de covoiturage devrait être réalisée cette année, en partenariat avec le Département, explique le conseiller départemental. Cette réouverture du dossier montre un intérêt des élus de la grande Région, ce qui n'était pas le cas de l'ancienne majorité régionale. » ■ MARIE CASTRO

Assemblée générale de l'Apogerr, le 19 mai à 20 h 30 au Châtelet ; www.apogerr.org